

Défendre la paix - «économiser dans l'armée»

par Michel EGGER,* Lausanne

Dépenser moins pour l'armée et investir plus dans la promotion de la paix afin de se donner les moyens d'une politique de sécurité adaptée aux menaces réelles. Tel est le but de l'initiative populaire «Economiser dans l'armée» sur laquelle le peuple suisse se prononcera le 26 novembre. Quelques quarante organisations non gouvernementales, dont la Communauté de travail (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas), recommandent le oui.

Quelle politique de sécurité et de paix voulons-nous ? Et quels moyens sommes-nous prêts à nous donner pour la réaliser ? Telles sont les deux questions auxquelles le peuple suisse répondra le 26 novembre, en se prononçant sur l'initiative populaire *Economiser dans l'armée et la défense générale - pour davantage de paix et d'emplois d'avenir*. Le but de cette initiative est une redéfinition des priorités en matière de paix et de sécurité. Elle demande que, dans la décennie suivant la votation, le processus d'économies dans l'armée, entamé au début des années 90, soit poursuivi jusqu'à ce que les dépenses militaires par habitant de la Suisse rejoigne le niveau des pays voisins, comme l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche.

Concrètement, le budget de la défense nationale (armée, protection civile) devrait être réduit de moitié par rapport à 1987. Les Chambres fédérales décideront chaque année des mesures d'épargne et, tous les quatre ans, de l'affectation des ressources ainsi libérées. Pour le comité d'initiative, la sécurité sociale (AVS) et la formation devraient être prioritaires ; un tiers cependant devra servir au renforcement de la politique de paix sur le plan international, via notam-

ment la coopération au développement, la protection des bases naturelles de la vie, la prévention et la résolution pacifique des conflits. Par ailleurs, la Confédération est appelée à encourager les entreprises et administrations touchées par le désarmement à se reconvertir dans la production de biens et services civils d'avenir. A cet effet, une contribution unique d'un milliard sera versée dans un fonds pour la création d'emplois de remplacement. Un atout, quand on sait que la réforme militaire d'ores et déjà annoncée par le conseiller fédéral Adolf Ogi devrait encore coûter entre 5 et 6 000 emplois - contre 2 000 à 3 000 pour l'initiative en question - mais sans mesure de compensation.

Développement et paix

Depuis la fin de la guerre froide, avec l'accélération des mutations structurelles et des bouleversements socio-économiques générés par la mondialisation, les menaces qui pèsent sur la sécurité nationale et in-

* Ancien journaliste, Michel Egger est depuis 1993 collaborateur de Pain pour le prochain.

ternationale ont profondément changé. Comme l'ont montré de manière tragique les événements au Rwanda, dans les Balkans et en Somalie, les guerres entre Etats ont cédé la place à des conflits internes, fréquemment de longue durée et dont 90% des victimes sont des civils. Leurs causes sont le plus souvent d'ordre social, économique ou écologique : l'oppression de minorités, les violations des droits humains, la destruction de la nature, les inégalités croissantes, le manque de ressources comme l'eau, l'exclusion et la pauvreté. Autant de situations où les différences ethniques, culturelles et religieuses peuvent facilement être exploitées dans les luttes pour le pouvoir, l'identité et la survie économique, où les conflits peuvent vite dégénérer en explosions de violence. Cela d'autant plus quand les Etats sont marginalisés ou mal intégrés dans la communauté internationale.

A l'évidence, on ne répond pas à de tels dangers avec des troupes armées, aussi bien équipées soient-elles, ni en faisant cavalier seul. A l'heure actuelle, la meilleure politique de sécurité, la plus crédible et durable est celle qui vise à prévenir et désamorcer les conflits là où ils naissent, en suscitant l'interaction entre tous les acteurs concernés. La sécurité est un bien collectif complexe, tissé d'interdépendances de tous ordres. Elle suppose une politique étrangère active, fondée sur une coopération au développement accrue, une défense courageuse des droits humains, une protection efficace des ressources naturelles, une bonne gestion des affaires publiques (*good governance*), une société civile vivante et la promotion de formes régionales d'intégration à tous les niveaux. Ce ne sont pas, en effet, les bombes qui apporteront la paix dans les Balkans mais la perspective de faire un jour partie de l'Europe.

Dans cette approche globale et multidimensionnelle de la sécurité, deux choses sont nécessaires. D'une part, la coopération au développement et l'aide humanitaire

doivent acquérir un rôle central et moteur par rapport au secteur militaire. D'autre part, les pays les plus industrialisés ont une responsabilité particulière à assumer. A cet égard, en tant que pays dont la prospérité dépend notamment de ses échanges avec le reste du monde, la Suisse a un intérêt direct dans la stabilité mondiale.

Responsabilité des nantis

Comme le disait Heidemarie Wieczorek-Zeul, ministre de la coopération en Allemagne, *la politique de développement est la politique de la paix du XXI^e siècle*. Le développement a besoin de la paix, parce que des conflits armés ou des explosions de violence peuvent anéantir en quelques mois le fruit d'années de travail. Mais la paix a aussi besoin du développement car sans perspectives d'avenir socio-économique, écologique et démocratique, sans respect des droits humains et souci de justice, toute société s'expose à des tensions et manifestations de violence nuisibles à sa sécurité et à celle de ses voisins. C'est par le développement et son intégration internationale qu'une société peut assurer sa paix ou se reconstruire si elle a été brisée par la guerre.

Tout cela, les autorités suisses l'ont reconnu depuis longtemps, comme d'ailleurs la communauté internationale à travers les grandes conférences des Nations Unies à Rio, Copenhague et Pékin. Au cours des années 90, dans différents documents et plusieurs enceintes, le Conseil fédéral a dessiné un programme de sécurité globale, soulignant l'importance du développement durable pour la stabilité et la paix à long terme des différentes sociétés.

En 1992, le secrétaire général de l'ONU a présenté un *Agenda pour la paix* où il définissait d'une manière exhaustive les objectifs et moyens pour la création, la garantie et la consolidation de la paix. Une approche mise en pratique en 1997 par les pays les plus

industrialisés (dont la Suisse), lorsqu'ils ont adopté les directives - politiquement contraignantes - en matière de conflit, de paix et de coopération au développement au sein de l'OCDE. Figure notamment dans cette déclaration le constat que des potentiels militaires trop élevés sont inconciliables avec l'objectif du développement et qu'il ne saurait y avoir de «bonne gestion administrative» sans élimination des dépenses militaires superflues.

Malheureusement, cette prise de conscience ne s'est jusqu'ici pas traduite dans les faits. Que ce soit en matière de lutte contre la pauvreté ou de protection de l'environnement, les Etats n'ont pas tenu leurs engagements. Pire, l'aide au développement a baissé et les moyens financiers pour la promotion de la paix ont reculé depuis 1995 de 13% selon l'OCDE. *L'exemple du Kosovo a clairement montré que les moyens pour financer une guerre étaient bien supérieurs à ceux engagés pour la reconstruction*, déclare Walter Fust, patron de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Suisse : politique inefficace ?

En Suisse également, le fossé reste grand entre le discours et la pratique. Si les dépenses militaires dans le monde ont fondu de 38% entre 1987 et 1997, celles de la Confédération n'ont diminué que de 8%. Malgré toutes les restructurations en cours, la Suisse continue d'engloutir quelque 5 milliards par an dans la défense nationale, à quoi s'ajoutent plus de 3 milliards sous forme de coûts économiques induits par le système de milice ; en termes d'équipement et de dépenses militaires par habitant, cela place notre pays en haut de l'échelle européenne, avec la France et la Norvège.

Selon la commission Brunner, *la Suisse est efficacement équipée contre des menaces devenues improbables, mais elle est*

encore insuffisamment préparée aux menaces réelles d'aujourd'hui et de demain. Ainsi, elle n'investit que 1,6 milliards dans la promotion de la paix, aide humanitaire et au développement comprise. Avoisinant 0,35% du produit national brut, son aide publique au développement est en dessous des 0,4% promis à Rio en 1992 et encore bien loin de la norme onusienne (0,7%).¹

Face à cette myopie, il est temps de réagir, de bousculer les habitudes mentales et de briser les structures sclérosées. L'heure est venue de fixer des orientations nouvelles et de se donner les moyens d'appliquer les principes reconnus, d'adapter notre politique de paix à la réalité et aux défis futurs. Cela passe notamment par une redistribution optimale des ressources, par un débat public de fond sur la sécurité à l'heure de la mondialisation et sur l'inadéquation d'une approche qui demeure centrée sur la dissuasion militaire et l'armement national.

Un «oui» dans l'urne le 26 novembre, en dégageant 1,8 milliards de francs de dividendes de paix par an à partir de 2010, permettra de réorienter le tir et d'aller vers plus de cohérence politique et stratégique. D'une part, l'armée suisse, qui va de toute manière - initiative ou non - au-devant de mutations radicales, pourra rester bien équipée et crédible par rapport aux autres pays puisque 3,1 milliards seront à sa disposition, soit un tiers de moins que le budget actuel mais autant par habitant que la moyenne des membres européens de l'OTAN. D'autre part, les ressources pour la promotion de la paix et la coopération au développement atteindront 2,25 milliards, soit 0,48% du PNB.

Votre avis nous intéresse !

Dans la mesure du possible, nous publierons volontiers vos opinions dans la rubrique *Libres propos*.

Grâce à cette manne, il sera possible de financer de manière durable le travail de prévention et résolution des conflits effectué notamment par les organisations non gouvernementales (ONG). Car un traitement pacifique des conflits suppose une société civile qui fonctionne bien. Et pour cela, les associations et communautés de base diverses doivent pouvoir accroître leurs capacités d'organisation, acquérir les moyens de défendre les droits et intérêts des plus faibles et défavorisés (*empowerment*). Proches des populations, fortes d'une grande connaissance du terrain, ces organisations sont souvent capables d'identifier les conflits de manière précoce ; dans la pratique, il s'agit souvent d'associations de femmes qui s'efforcent de recréer des liens sociaux au sein de sociétés détruites par la guerre ou déstabilisées par des tensions.

Comme le montre une brochure des œuvres d'entraide suisses, *Projet de paix* (voir encadré), ces organisations sont le maillon clé d'une politique de sécurité globale et durable. Sans elles, sans des relais et partenaires forts dans la société civile, la diplomatie de haut niveau et les actions politiques des grandes institutions internationales et instances gouvernementales - toutes nécessaires qu'elles soient - sont plus ou moins condamnées à l'échec. En revanche, à travers les ONG et leurs projets, les hommes et les femmes peuvent ici et ailleurs apporter une contribution à la paix, dépasser le sentiment d'impuissance ambiant face aux logiques absurdes et complexes de la guerre et de la violence.

Outre un soutien accru aux organisations déjà existantes, les tâches et défis qui nous attendent en matière de sécurité exigent également la création de nouvelles institutions pour la coopération au développement, la constitution d'un «fonds global de démilitarisation», selon l'idée du Prix Nobel de la Paix 1987 Oscar Arias, l'amélioration de la communication et de la collaboration entre acteurs étatiques et non-étatiques.

Des idées et des expériences

Encourager la participation des femmes dans les processus politique au Salvador, faciliter au Mozambique l'accès à la terre des populations les plus défavorisées, offrir une médiation dans des conflits intercommunautaires en Afrique du Sud, aider des jeunes colombiens à sortir de l'engrenage de la violence. Autant d'exemples qui montrent comment des projets d'aide humanitaire, de coopération au développement et de sauvegarde de la création peuvent prévenir le déclenchement de la violence, la contenir lorsqu'elle se manifeste et panser les plaies au lendemain d'un conflit.

Une douzaine d'initiatives novatrices sont présentées dans *Projet de paix*, une brochure éditée par le Groupe de projet «Paix et développement» et par la Direction du développement et de la coopération. Une bibliographie, une liste d'adresses et des pistes d'animation font de cette publication un outil de réflexion et d'action très utile.

Commandes : Service OeMe (animateurs Terre Nouvelle) «Projet paix», Speichergasse 29, 3011 Berne, ☎ 031 / 313 10 10, ou auprès des diverses œuvres d'entraide suisses.

Dans cette perspective, on parle de la mise sur pied d'unités de prévention et d'alarme précoce, de la qualification professionnelle accrue des personnes engagées dans ce domaine et de l'instauration d'un service civil pour la paix tel qu'il est annoncé en Allemagne et tel que le demande une autre initiative populaire en Suisse.

M. E.

¹ Le 3 octobre, le Conseil des Etats a transformé en postulat une motion exigeant que l'argent affecté à l'aide au développement équivalait à 0,4% du PNB d'ici à 2011 (ndlr).